



## MOTION PORTANT SUR

### Une demande au gouvernement d'un allègement de charges et d'un abondement au fonds de soutien d'urgence pour entreprises impactées par le coronavirus COVID-19

Séance de l'Assemblée Générale du 9 mars 2020

## PRÉSENTS

Monsieur Christian KLEBERT – Chargé de mission Economie-Emploi – DICE – représentant  
Monsieur **le Préfet des Alpes-Maritimes** – Monsieur Bernard GONZALEZ

Monsieur Jean-Marc BOUVET – Administrateur des finances publiques – adjoint Division de  
l'action économique - représentant M. Claude BRECHARD Directeur départemental **des  
Finances Publiques des Alpes-Maritimes**,

Mesdames et Messieurs, SAVARINO Jean-Pierre - Président, NICOLETTI Pascal - 1<sup>er</sup> Vice-  
Président, CHAIX Bernard - Vice-Président, LACHKAR Laurent - Vice-Président, SFECCI Daniel -  
Vice-Président, CHEVILLON Michel - Vice-Président, BRUT Karine - Trésorier, GRECH Stéphane  
- Trésorier adjoint, LECHACZYNSKI Anne – Secrétaire, PAUL Fabien - Secrétaire, **Membres du  
Bureau.**

Mesdames et Messieurs, BATEL Claude, BOVIS Jessica, CALVIERA Stéphanie, CARLADOUS Laure,  
CERAGIOLI Geneviève, CHALEIL Laurence, COSTAMAGNA Anne, COURTADE Anny, DESJARDINS  
Philippe, ESTIN Max, GAMON Christophe, GASTAUD-DAVID Fabienne, GAUTIER Philippe,  
GUITTARD Cynthia, IVALDI Dominique, LABAT André, LIZZANI Elisabeth, LONDEIX Laurent,  
MESSINA Cédric, MOURET Bernard, NIDDAM Ilan, PEGLION Jean-Philippe, REBUFFEL Claudine,  
SCARAMOZZINO Christine, SOURAUD Emmanuel, TEBOUL Thierry, VALENTIN Bruno, **Membres  
Elus.**

*37 Membres présents, le quorum est atteint l'Assemblée peut valablement délibérer.*

Madame et Messieurs, ALFANDARI Bernard, CASALS Jean, FERRALIS Gérard, GODIER Stéphanie,  
LELLOUCHE Jean-Pierre, MANAGO Michel, MATOUT Jean-Louis, ROUGET Sylvain, WATTEBLED  
Jean-Henry, **Membres Associés.**

Mesdames et Messieurs, BEHAR Claire, DAUFES Eric, FLAMAND Pascal, FOUQUET Denis,  
HATTEMBERG Pasquale, MARTINON Martine, PILIERE Jean-Yves, Puy Michel, RIERA Julien,  
ROSSI Jean-Pierre, ROULLE Sylvie, **Conseillers Techniques.**



## EXCUSÉS

---

Monsieur ESTEVE Dominique, **Président Honoraire**  
Monsieur PERUGINI Francis, **Président Honoraire**

Mesdames et Messieurs, BREMOND Lydie, CHAUMIER Eric, CIPPOLINI Denis, DI NATALE Paul-Marie, FOURQUIN Frédéric, GABAS Valérie, GENETELLI Patrick, GINO Bertrand, IPPOLITO Philippe, KLEYNHOFF Bernard, KOTLER Jacques, LEPAGE Henri-Philippe, MANE Jean, MOULARD Patrick, PICHARD MAUREL Corinne, PICOLET Lionel, RENAUDI Philippe, ROUX Robert, SALUSSOLIA Brigitte, VOISIN Thierry, Membres **Elus**.

Messieurs, ARIN Jan, AUBERTIN Eric, CLARET Christophe, EBEL Jean-Marie, LAVANDET Frédéric, MASSÉ Paul, MATHEZ Pierre, MOLINES Gérard, TOURNAIRE Luc, **Membres Associés**.

Madame, Messieurs, ALLARD Frédéric, BONA Alexandre, DELAUNAY Bernard, DELHOMME Christian, GUILLOT Michel, LELAURAIN Dominique, LEULIER Frédéric, MEINARDI Alain, PEREZ Dario, PERRY Antoine, SCARFONE Raymond, VERA-FINOCCHI Paule, VOLPI Robert, **Conseillers Techniques**.

Madame, Messieurs, MALLEZ Marie-Laure, GUTTADORO Jean-François, MAURER Yves, **Commissaires aux Comptes**



## ABSENTS

---

Monsieur STELLARDO Gilbert, **Président Honoraire**  
Monsieur FOUGUES Jean-Pierre, **Trésorier Honoraire**  
Monsieur BRINCAT Bernard, **Trésorier Honoraire**

Madame CASTELLANI Maryse, **Membres Elus.**

Messieurs, ASTOLFI Olivier, BONNIN Olivier, DEGIOVANNI Eddie, NASSIF Anis, PASCAL Ernest,  
**Membres Associés.**

Mesdames et Messieurs, ALEMANNI Pierre, BAUDOIN Pascal, BIANCHERI André, BOISSE Jean-Christophe, BORGHESE Benoît, CAPELLI Jean-Michel, CASTEL Serge, COLOMBAN René, GAILLARD André, HOELLARD Michèle, LLORCA Alain, LOMBARD Armand, MANSI Mattéo, MATAS Jean-Michel, NOLIER Patrick, PARSEKIAN NAVARRO Alexie, PELOU Frédéric, ROSIER Roch-Charles, SAINT LAURENS Patrick, SOYER Jean-Marie, THILAUD Dominique, TRIC Emmanuel, **Conseillers Techniques.**



## MOTION

---

L'épidémie mondiale du corona virus COVID-19 impacte fortement l'économie.  
Le Gouvernement a mis en place des mesures de soutien aux entreprises comme :

- ▶ Le report d'échéances sociales et/ou fiscales (URSSAF, impôts) ;
- ▶ Le cas échéant, un plan d'étalement de créances avec l'appui de l'Etat et de la Banque de France ;
- ▶ L'obtention ou maintien d'un crédit bancaire via Bpifrance, qui se portera garant de tous les prêts de trésorerie dont les entreprises pourraient avoir besoin à cause de l'épidémie ;
- ▶ Le financement des salariés par le mécanisme de chômage partiel ;
- ▶ L'appui au traitement d'un conflit avec des clients ou fournisseurs.

Les CCI sont déjà impliquées dans ces démarches d'aide et de soutien aux entreprises.  
La CCI Nice Côte d'Azur a mis en place en urgence un dispositif de « Guichet unique », dont elle a malheureusement l'expérience suite aux événements climatiques majeurs ou d'attentat, pour faciliter les démarches des entreprises pour obtenir notamment des reports d'échéance, un étalement de créances... ainsi que des subventions, des avances.

Compte-tenu de l'ampleur des conséquences économiques à venir, notamment dans les domaines de l'évènementiel, du tourisme, du commerce... les CCI sont aujourd'hui sollicitées afin d'apporter une aide financière directe aux entreprises, ce que leur situation économique, après la diminution drastique de leurs ressources, ne leur permet pas de faire.

Cependant, la CCI Nice Côte d'Azur et ses partenaires, collectivités locales et Département des Alpes Maritimes, conscients des conséquences majeures pour notre économie plus particulièrement touristique et événementielle, travaillent à la création d'un fonds d'urgence sous la forme d'avances remboursables leur permettant d'amortir leurs difficultés de trésorerie jusqu'à un retour à la normale.

Aussi, nous demandons au gouvernement à travers le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire et Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances d'abonder ce fonds d'urgence COVID-19 mis en place à destination des entreprises mais aussi de déployer des mesures d'allègements de charges pour les entreprises impactées.

La CCI Nice Côte d'Azur est prête à recevoir, instruire les dossiers et gérer ce fonds, avec ses partenaires, et procéder aux indemnisations des entreprises selon les critères qui auront été définis.

Face à la situation économique inédite et exceptionnelle que provoque l'épidémie de coronavirus COVID-19, la réponse du gouvernement doit être proportionnée, solidaire et urgente.



Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus,

Pour extrait conforme,

Nombre d'inscrits : 57  
Votants : 37 (quorum : 29, atteint),  
Abstention : 0 Contre : 0 Pour : 37

Cette motion est approuvée à l'unanimité.

Nice, le 9 mars 2020

Le Président,



Jean-Fierre SAVARINO